

## A) *Le programme radical* (1881).

A. MILHAUD, *Histoire du radicalisme* (Paris, 1951), p. 239-241. — Avant la campagne pour les élections législatives de 1881, Pelletan, un des chefs radicaux, fit admettre par son parti un programme que publia *La Justice*, journal de Clemenceau. Par la suite les radicaux devaient abandonner plusieurs points de ce programme.

### PROGRAMME POLITIQUE

ARTICLE PREMIER. — Révision de la Constitution :

A. — Suppression du Sénat;

B. — Suppression de la Présidence de la République.

ART. 2. — Décentralisation gouvernementale :

A. — A la Chambre des Députés, les intérêts nationaux;

B. — Aux Conseils Généraux, les intérêts départementaux;

C. — Aux Conseils Municipaux, les intérêts municipaux.

ART. 3. — Autonomie communale, c'est-à-dire la commune, maîtresse de son administration, de ses finances et de sa police, dans les limites compatibles avec l'unité de la France.

ART. 4. — Liberté entière de réunions, d'associations et de presse.

ART. 5. — Séparation des églises et de l'État :

A. — Suppression du budget des cultes;

B. — Retour du clergé au droit commun;

C. — Retour à la nation des biens dits de « main-morte ».

ART. 6. — Révision de l'impôt :

A. — Réforme de l'assiette de l'impôt, de manière à soulager les travailleurs qui paient la plus grosse part des taxes de consommation;

B. — Suppression des octrois.

ART. 7. — Réforme de la magistrature :

A. — Magistrature élective;

B. — Révision égalitaire des codes;

C. — Justice gratuite.

ART. 8. — Instruction :

A. — Égalité de l'enfant devant l'instruction laïque et gratuite à tous les degrés après concours;

B. — Instruction scientifique et professionnelle.

ART. 9. — Égalité dans le service militaire :

A. — Durée provisoire du service militaire actif réduit à trois années<sup>1</sup>;

B. — Suppression du Volontariat d'un an<sup>1</sup>;

C. — Substitution progressive des milices nationales aux armées permanentes.

ART. 10. — Paix et guerre :

A. — Droit exclusif pour la nation de décider sur la question de guerre ou de paix;

B. — Création d'un tribunal arbitral international;

C. — Politique [de] paix. Opposition à toute politique de conquête.

ART. 11. — Souveraineté populaire :

A. — Souveraineté absolue du suffrage universel dans le choix de ses mandataires;

B. — Rétribution de toutes les fonctions électives;

C. — Le mandat politique assimilé au mandat civil<sup>2</sup>;

D. — Réduction de la durée du mandat législatif à trois années avec renouvellement par tiers chaque année à époque déterminée.

#### PROGRAMME ÉCONOMIQUE

ARTICLE PREMIER. — Réduction légale de la durée maxima de la journée de travail à 10 heures.

ART. 2. — Interdiction du travail des enfants au-dessous de 14 ans dans les ateliers, usines et manufactures.

ART. 3. — Création d'écoles d'apprentissage où les enfants devront être nourris.

1. Voir texte n° 32, p. 60, art. 36, 53 et n. 4.

2. Le mandat civil est un pouvoir donné à une personne par une autre pour faire quelque chose en son nom, il entraîne des obligations précises (Code civil art. 1984 à 2019); lui assimiler le mandat politique serait considérer les pouvoirs d'un élu comme résultant d'un contrat passé avec les électeurs.

ART. 4. — Suppression du livret ouvrier.

ART. 5. — Admission d'un groupe d'ouvriers aux adjudications des travaux publics.

ART. 6. — Création des caisses de retraite pour les vieillards et les invalides du travail.

ART. 7. — Responsabilité des patrons en matière d'accidents, garantie par une assurance et proportionnée au nombre des ouvriers employés et aux dangers que présente l'industrie.

ART. 8. — Révision de la loi sur les prud'hommes et extension de leurs attributions.

ART. 9. — Réforme absolue du système pénitentiaire et suppression de l'exploitation du travail des prisonniers.

ART. 10. — Révision des contrats ayant aliéné la propriété publique : mines, canaux, chemins de fer, etc.

ART. 11. — Réorganisation de la Banque de France. Crédit au travail.